

**Laure MARCHAND, Guillaume PERRIER**

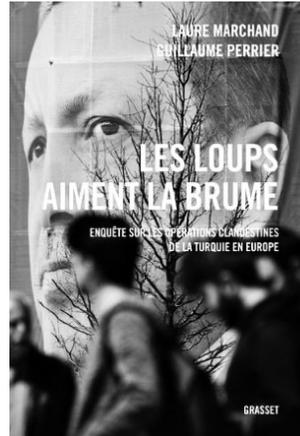
***Les Loups aiment la brume***

*Enquête sur les opérations clandestines de la Turquie en Europe*

(Éditions Grasset, 2022, 282 p., 20,90 €)

L'ouvrage de Laure Marchand et Guillaume Perrier plonge le lecteur au cœur des opérations clandestines menées par la Turquie en particulier sur le territoire européen pour y accroître son influence diplomatique et politique mais aussi pour surveiller la diaspora turque et traquer des opposants au régime qui ont fui leur pays et qu'Ankara considère invariablement comme « terroristes ».

Cette enquête minutieuse s'appuie sur des sources judiciaires, des témoignages exclusifs recueillis auprès d'observateurs et de victimes d'opérations, également auprès d'acteurs repentis. Les nombreuses affaires évoquées mettent en relief les stratégies et pratiques auxquelles ont recours les services de renseignements turcs (MIT) et leurs nombreux relais dans les sphères diplomatiques, politiques et religieuses en Turquie comme sur le sol européen. Le MIT peut compter sur les réseaux islamistes et ultranationalistes implantés dans la plupart de villes européennes et parmi lesquels seront souvent recrutées les « petites mains » chargées des « basses œuvres ». Selon un rapport de l'Office allemand pour la protection de la Constitution et pour la lutte antiterroriste, le MIT disposerait, rien que dans ce pays, de centaines d'agents et de 6000



informateurs. En France, les exactions du mouvement d'extrême-droite des « *Loups gris* » ont conduit le gouvernement français à interdire officiellement cette organisation en 2020.

L'ouvrage consacre naturellement de nombreuses pages à l'assassinat en 2013, en plein cœur de Paris, de trois femmes kurdes, dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan. Toute la lumière n'a pas encore été faite sur ces meurtres. L'enquête a cependant montré qu'il ne s'agissait pas d'un acte isolé et que l'arrestation d'un prévenu, décédé avant l'ouverture de son procès, ne pouvait masquer la mainmise de commanditaires en haut lieu. À la faveur de nouveaux éléments issus de pistes belge et allemande, le dossier a été rouvert mais les magistrats chargés de

l'instruction attendent toujours de l'appareil judiciaire français la déclassification de documents « secret défense » et de la Turquie des réponses aux commissions rogatoires internationales.

Avec des négociations d'adhésion à l'Union européenne au point mort, un pouvoir de plus en plus autoritaire, un délitement de l'État de droit, une justice placée sous l'administration du Président Erdoğan, la pression sur les opposants au régime, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ne pouvait que s'accroître. Une large palette de mesures répressives peut cibler les opposants expatriés : retraits de passeports, déchéances de nationalité, gels des avoirs, saisies de biens immobiliers, demandes d'extraditions, agressions physiques, menaces de mort. Après le coup d'État manqué de 2016, des opérations de grande ampleur se sont multipliées contre les partisans de l'ancien allié d'Erdoğan, Fehullah Gülen, soupçonné d'être l'auteur de ce putsch qui n'a pas encore livré tous ses secrets. Des arrestations, des limogeages massifs ont eu lieu dans l'armée et les administrations. Mais ce grand « nettoyage » de l'expression même du pouvoir turc, ne s'est pas limité aux gülenistes. La répression s'est renforcée à l'égard de l'opposition, aux partis de gauche,

aux partis kurdes, à toute velléité contestataire.

À plusieurs reprises, les auteurs évoquent une certaine passivité des dirigeants européens à l'égard du pouvoir turc apparemment dispensé de s'expliquer sur les opérations menées sur leur propre territoire. Parfois même les États négligent de livrer aux personnes visées par ces opérations les informations qu'ils auraient pu recueillir. L'accord passé entre l'Union européenne et la Turquie consistant à retenir sur le sol turc 3,5 millions de réfugiés syriens et afghans pèse à l'évidence sur l'attitude des gouvernements européens, peu enclins à prendre de véritables sanctions contre les atteintes aux droits de l'Homme. Dans d'autres régions du monde, de juteux contrats commerciaux et des investissements économiques turcs, ou même de versements en monnaie sonnante et rébuchante, font fermer les yeux de dirigeants peu scrupuleux.

Cet ouvrage, doté d'un titre évocateur tiré d'un proverbe turc, pourrait trouver sa place sur les rayons des romans d'espionnage des librairies, à la grande différence qu'il s'agit de faits tragiquement réels et que dans ce domaine comme dans bien d'autres la réalité dépasse toujours la fiction.

ANDRÉE GALATAUD